

Lecture dans le contenu de la doctrine de sécurité Algérienne entre l'adhésion au principe de non-intervention et les impératifs de lutte contre les menaces sécuritaires des Etats voisins.

Reading in contents of Algeria's security doctrine between adherence to the principle of non-intervention and the imperatives of addressing security threats from neighboring States.

Bendaikha Brahim*

Universite salah boubnider constantine3

brahim.bendaikha@univ-constantine3.dz

Date de soumission : 29/04/2021 Date d'acceptation :17/05/2021 Date: de publication :08/06/2021

Résumé :

Cette étude traite de l'adaptabilité de la politique étrangère de l'État quand il s'agit de trouver un équilibre entre les intérêts et les principes. Au niveau de la politique algérienne, il y a eu un débat sur la mesure dans laquelle l'Algérie est capable de concilier sa doctrine sécuritaire avec les exigences de la situation sécuritaire environnante. Ce qui a mis son dynamisme sur la sellette face aux critiques visant l'incapacité de l'Algérie à s'adapter positivement à certaines questions qui se sont répercutées sur sa sécurité intérieure. C'est pourquoi notre étude était basée sur l'exploration de la vision stratégique algérienne face à cette réalité. Face au paradoxe de s'en tenir aux constantes de la ligne politique et aux exigences de la sécurité intérieure, il est devenu nécessaire de développer des stratégies pour assurer une adaptation sécuritaire positive face aux menaces croissantes.

Mots clés. Politique étrangère algérienne. adaptation positive. défis sécuritaires

Abstract:

This study deals with adaptation in the foreign policy of the State, so as to balance between interests and principles. While at the level of Algerian case, a debate has emerged on the extent to which the decision-maker can reconcile the principles, including its security doctrine, and between the requirements of the security situations. That's put the Algerian foreign policy at the stake in the face of many criticisms that focused on Algeria's inability to show positive adaptation to some issues that reflected on its internal security. The study was therefore based on an inquiry of the Algerian decision-makers perspective in addressing this reality. In front of the paradox of adherence to the political principles and the requirements of internal security, it became necessary to elaborate strategies that guarantee positive security adaptation in the face of increasing threats.

Keywords: Algerian foreign policy. Positive adaptation. Security Challenges

* Auteur correspondant.

Introduction

L'Algérie est connue depuis des décennies pour son attachement à un certain nombre de principes qui ont façonné sa ligne diplomatique envers de nombreuses questions régionales ou internationales.

Face aux différents défis auxquels l'Algérie est confrontée, notamment ceux liés à la sécurité et à les menaces dont elle fait l'objet, le décideur algérienne est heurté à l'obligation de faire des compromis et de choisir soit de conserver l'approche diplomatique en vigueur qui consiste à s'accrocher aux principes qui constituent sa ligne de conduite traditionnel vis-à-vis de l'étranger ; ou de revoir ces principes afin de s'adapter à l'évolution rapide qui se déroule sur la scène internationale et régionale et même dans sa périphérie immédiate enflammée par les conflits.

Compte tenu des menaces auxquelles la sécurité algérienne est confrontée à la suite de l'embrasement de ses frontières avec les États voisins, la question de savoir dans quelle mesure l'approche diplomatique (défensive/isolationniste) peut conférer à l'Algérie la stature régionale souhaitée n'est plus à l'ordre du jour ; il s'agit plutôt de savoir si ces principes persisteront face à l'urgence de préserver la sécurité algérienne, notamment s'il y a des incidences de ce qui se passe dans les pays voisins sur l'Algérie ; Outre de nombreuses initiatives et interventions des forces régionales et internationales pour imposer des arrangements et des agendas, dont la plupart se sont révélés préjudiciables à la sécurité et à l'unité territoriale de l'Algérie, elles ont par ailleurs annihilé toute influence dont l'Algérie devrait naturellement avoir, que ce soit sur le plan diplomatique ou sur sa capacité à changer la situation en sa faveur, ne serait-ce qu'avec des orientations qui sous-entend une volonté d'intervention et l'usage de ses aptitudes de manœuvre et de pression militaire afin de faire pencher la balance des forces en sa faveur dans les zones de conflit.

Par conséquent, à travers cette étude, nous essaierons de mettre en évidence les options dont disposent le décideur algérien pour faire face aux évolutions rapides dans la région et comment peut-on parier sur la dichotomie de la sécurité et de la stature régionale tout en s'accrochant à des principes longtemps critiqués pour leur inefficacité, ou du moins leur caractère inadéquat avec la spécificité des menaces qui guettent la sécurité de l'Algérie. En reliant l'étude à la problématique suivante:

Dans quelle mesure la trajectoire de la politique étrangère algérienne, régi par le principe de non-ingérence peut-il être compatible avec les impératifs de la sécurité intérieure face aux menaces posées par les situations tendues dans les pays voisins?

Pour tenter de répondre à cette problématique, nous avons adopté deux hypothèses principales:

- Au regard de l'approche politique élaborée par la doctrine politique et sécuritaire de la politique étrangère algérienne, et qui repose principalement sur la préservation de la souveraineté des États et la valorisation de la résolution pacifique et consensuelle des conflits ; l'adhésion des puissances régionales et internationales aux solutions proposées par l'Algérie ne fera aucun doute.

- Dans un environnement régional enflammé, et face aux divergences internationales qui visent à imposer des agendas politico-sécuritaires dans les zones d'influence géographique de l'Algérie, le discours sur les principes de politique étrangère - Précisément le principe de non-ingérence- est devenu un obstacle au maintien de sa sécurité et il mine également ses chances d'occuper une stature régionale influente.

1-Le variable sécuritaire dans les constantes de politique étrangère:

Les répercussions de l'environnement extérieur sur tout système politique peuvent être considérés comme un puissant moteur de changement dans les positions vis-à-vis de la politique étrangère. C'est une des caractéristiques fondamentales qui la distingue des autres politiques de l'Etat, puisque les variables du système international existant, ainsi que des fluctuations et des divergences qui en résultent au niveau des unités politiques en termes d'orientation et de trajectoires de leurs politiques étrangère, ainsi que la nature des équilibres des puissances régionales et internationales, qui jouent un rôle central dans la conception et l'élaboration de politiques adaptées au statu quo, en proportion des capacités du système politique, et même de ses facteurs de force ou leurs degrés ; puisque le changement de politique étrangère est soit relatif, soit total, le plus souvent pour des raisons de sécurité en premier lieu, notamment dans le cas d'un Etat qui partage ses frontières avec des Etats en proie à des crises et des défis sécuritaires résultant de l'absence ou de la faiblesse de l'autorité centrale, comme dans le cas de l'Etat libyen. D'une part, cela est de nature à menacer la sécurité d'un état avec qui il partage de longues frontières communes comme l'Algérie, et d'autre part, ça met en danger la population algérienne. Dans ce contexte, il est important de suivre la mutation du concept de sécurité et de sa relation avec la politique étrangère de l'Etat, afin de donner une vue d'ensemble de la politique de défense menée par l'Algérie à l'égard des pays voisins et limitrophes de ses frontières politiques. Il est également important de mesurer la nature des crises et des défis qui se déroulent sur les territoires voisins du pays¹.

Pour que la dimension politique de la formation de la valeur de sécurité en politique étrangère, ceci se reflète dans la préservation de la centralité de l'Etat en tant qu'unité pleinement souveraine et indépendante sur son territoire en sa qualité de valeur de sécurité suprême par rapport aux autres valeurs. C'est pourquoi le concept de sécurité est lié à des connotations et à des dimensions politiques qui reflètent la philosophie de l'Etat dans la préservation de sa sécurité². C'est-à-dire que chercher à comprendre la perception de l'Etat envers la sécurité donne une image claire des objectifs de la politique étrangère, d'une manière conforme à la philosophie théorique qui classe les études de sécurité comme une préoccupation prioritaire dans l'étude de la politique internationale. En effet, les perceptions effectives du réalisme spécifique de la sécurité continuent d'être une priorité dans l'échelle politique la plus élevée de l'Etat, où la sécurité nationale est le principal intrant sur lequel repose les extrants de la politique étrangère de l'Etat.

En conséquence, la dimension sécuritaire fait clairement partie des niveaux de politique étrangère, mais les variables régionales et internationales sont généralement des raisons fondamentales pour contrôler les degrés de la dimension sécuritaire. Cette dimension peut être marginale dans les relations politiques coopératives ou dans les modèles d'intégration régionale. Cela se reflète dans le modèle de l'Union Européenne, dont la dimension économique de la politique étrangère des États membres domine davantage la dimension sécuritaire. Contrairement aux régimes politiques arabes qui adoptent l'approche sécuritaire comme marge de manœuvre qui leur permet de garantir la sécurité souveraine de l'État ; et c'est ce que reflètent les données des ratios d'armements et les ressources financières consacrées par les régimes arabes pour renforcer et moderniser le secteur militaire. A titre d'exemple, le budget consacré par l'Etat algérien pour son armée en 2011 était 7.60 milliards de dollars ; il a atteint 8 milliards de dollars en 2012, avant de se stabilisé à hauteur de 8.64 milliards de dollars en 2013. Cela confirme l'hypothèse selon laquelle les décideurs au niveau du gouvernement algérien s'intéressent à la variable sécuritaire, notamment après les événements que l'Algérie a vécus durant cette période, soulignant la mesure dans laquelle la profondeur stratégique de l'Algérie a été ciblée³.

2-La doctrine politico-sécuritaire algérienne entre partisan et opposant:

Dans le cadre de sa politique étrangère, l'Algérie a adopté une stratégie qualifiée dans de nombreux milieux comme défensive, basée sur un certain nombre de principes généraux, ces derniers ont orienté la politique étrangère algérienne sur la base de principes constitutionnels, visant à maintenir la sécurité nationale algérienne, ils peuvent être résumé comme suit⁴:

- Le principe de préservation de l'indépendance nationale.
- Le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des États.
- Le principe de l'autodétermination.
- Le principe du bon voisinage.

Ces principes ont été à la base de la doctrine algérienne en matière de politique et de sécurité, où la politique étrangère algérienne paraissait plus proche des principes de légitimité internationale, ainsi que la sanctification du principe de souveraineté et de non-ingérence dans les affaires intérieures des États. (sauf dans de rares cas); ainsi que la sanctification du principe de souveraineté, la non-ingérence dans les affaires intérieures des États, le rejet de toute ingérence étrangère ; et l'engagement total de ne pas impliquer l'armée algérienne en dehors des frontières du pays, tout en excluant l'option militaire en échange de la promotion d'un règlement pacifique. Sur la base de ces principes, l'Algérie a établi sa ligne stratégique et, en conséquence, le système de défense algérien a été élaboré en se basant sur sa détermination à prévenir les agressions, au lieu d'attaquer les autres ou intervenir au-delà des frontières, ainsi que l'indépendance dans la prise de décision stratégique, c'est-à-dire ne pas compter sur des alliances externes ou des accords défensifs pour assurer sa sécurité nationale⁵.

Le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats s'est accompagné d'un large débat entre partisans et opposants au principe, notamment suite aux développements au Moyen-Orient et en Afrique du Nord depuis le début de 2011 ; en particulier, avec le déclenchement de la révolution en Tunisie, en Égypte et en Libye et l'émergence des positions de la communauté internationale et des pays de la région. Cependant, l'attitude algérienne a demeuré hésitante à l'égard de ces développements, qui pouvaient remodeler l'avenir de la région radicalement et qui ont renversé des régimes politiques qui, il n'y a pas si longtemps, faisaient partie intégrante des interactions auxquelles l'Algérie était associée.

D'une part, l'évolution du paysage politique sur de nombreuses questions a démontré des attitude réfléchies de la part de la diplomatie algérienne, mais qui ont été jugé par certains observateurs comme des attitude négative et erratique à l'égard de ce qu'a connu la région arabe au vue de ce qui a était convenu d'appeler le « Printemps arabe », où l'Algérie a maintenu son principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des autre États ; elle a en outre, veillé à rapprocher les points de vues des belligérantes et soutenir davantage les initiatives de dialogue politique ; et la promotion des solutions pacifique et le refus catégorique des interventions militaires en ce sens qu'elles visent la balkanisation des États et portent atteinte à leur souveraineté, exposant ainsi toute la région à des menaces imminentes. Avec l'engagement responsable de présenter sa propre expérience et son approche de la lutte contre le phénomène du terrorisme, devenue transnationale ; étant convaincue qu'il ne peut y avoir de développement économique dans les pays arabes sans stabilité sécuritaire dans la région⁶.

Les déclarations des présidents arabes qui se sont rendus en Algérie suite à l'émergence de changements politiques dans la région, tels que les présidents tunisien Baji Caïd Essebsi, l'égyptien Abdel Fattah Al-Sissi, le palestinien Mahmoud Abbas et le prince qatari Tamim bin Hamad Al-Thani, sur les positions algériennes à l'égard des affaires arabes, ont reflété le succès de la diplomatie algérienne dans la résolution des crises et le règlement pacifique des conflits, vue que la violence ne fait qu'engendrer la violence. Cela s'inscrit, en outre, dans le cadre d'un souci de sauvegarder la sécurité intérieure envers toutes retombées d'une éventuelle éruption des tensions à l'intérieur des frontières algériennes et l'insécurité, compte tenu des menaces frontalières et de l'impact des pays limitrophes sur l'intérieur, notamment au niveau de la frontière orientale avec la Tunisie et la Libye, en plus des risques asymétriques croissants, à l'instar de la recrudescence de l'migration illégale en provenance du sud faisant de l'Algérie un point de passage vers la rive nord de la Méditerranée, sans parler de l'influence croissante des mouvements extrémistes et djihadiste le long de la frontière algérienne et la crainte de la propagation de leurs opérations vers le cœur même de l'Algérie⁷.

Compte tenu de la réalité politique entourant l'Algérie et de la position centrale de l'Algérie dans les questions de sécurité sensibles, le principe de l'ingérence dans

les affaires intérieures des États peut être considérée comme une immunité pour les pays voisins contre les effets et les conséquences de toute ingérence dans leurs affaires, ce qui peut laisser la porte grande ouverte devant de nombreuses puissances en vue d'orienter leurs politiques et d'imposer leurs propres agendas qui serviront nécessairement leur intérêts, en particulier la crise au Mali et le conflit sanglant en Libye. où l'Algérie tenait à former un consensus basé sur le dialogue entre les différentes parties du conflit, ce qui contribuerait à apaiser la situation et à faire barrage à n'importe quel acteur régional ou international qui voudrait jouer sur les points faibles et les discordes dans les pays en conflit.

D'autre part, il y a ceux qui sont contre le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des pays, surtout quand il s'agit de certaines questions et de crises sensibles, qui ont des dimensions dangereuses et pourraient avoir des conséquences graves. Dans ces cas de figure, les spécialistes appellent à renoncer à ce principe qui, selon eux, a contribué au déclin du rôle et de l'efficacité de la diplomatie algérienne. Ce principe de non-ingérence pourrait même menacer la capacité de l'Algérie à maintenir des acquis tels que l'acquisition d'une stature régionale prestigieuse, et jouer ainsi le rôle de force et de leader régional, sans négliger son rôle dans la compromission des intérêts de l'État s'il vient à élargir sa sphère d'influence géopolitique ; elle risquerait même de perdre sa profondeur stratégique dans la sphère géographique d'influence qui est la sienne⁸.

Sur la base des indicateurs ci-dessus, l'Algérie - selon le courant qui refuse le principe de non-intervention - doit abandonner certains principes qui ont guidé son attitude vis-à-vis de l'étranger depuis des décennies, puisque l'accélération des événements et des développements au niveau du système international outre les nouveaux changements imposés à la région après les interventions militaires au Mali et en Libye, rendent la position de l'Algérie inadaptée à la nécessité de faire face aux dangers du voisinage immédiat qui menacent la profondeur de la sécurité algérienne, malgré la neutralité de la politique étrangère algérienne et son attachement à la doctrine sécuritaire et défensive, au vu des menaces adjacentes à ses frontières⁹.

Entre partisans et opposants de l'adhésion de la diplomatie algérienne au principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des États, l'Algérie a joué un rôle dans de nombreuses crises et conflits régionaux, et nous tenterons de déterminer ses caractéristiques à travers l'élément suivant.

3-Les avantages d'une présence diplomatique d'Algérie au vu du principe de non-intervention

Si nous examinons quelques positions diplomatiques algériennes dans le traitement d'un certain nombre de questions régionales, le succès diplomatique de l'Algérie dans le règlement de nombreux conflits, en particulier au niveau africain ne fait aucun doute; ce qui a conduit de nombreux milieux à prévoir un rôle central et actif pour l'Algérie en Afrique du Nord et dans la région du Sahel ; surtout après son implication dans la tentative de rétablir la sécurité, ainsi que son rôle de médiateur

politique et d'acteur diplomatique à maintes reprises, que ce soit dans la crise au Mali, et les progrès enregistré par la diplomatie algérienne dans ses efforts qui avaient pour objectif de trouver des solutions opérationnelles et politiques à la crise. La diplomatie algérienne a par ailleurs acquis une notoriété sur le plan africain grâce à son rôle diplomatique dans la résolution du conflit entre l'Éthiopie et l'Érythrée, puisque la volonté algérienne a triomphé grâce à sa perceptions et sa compréhension des conflits, et elle a sus trouver un terrain d'entente entre l'Éthiopie et l'Érythrée, en réussissant à convaincre les deux parties que l'affrontement est inutile ; car les conflits en Afrique ne peuvent donner lieu à des vainqueurs et des vaincus, c'est l'Afrique qui en sortira toujours perdante, et les efforts de la diplomatie algérienne ont été couronné par la signature d'un accord de cessez-le-feu entre les deux belligérants après l'échec de tous les efforts de médiation internationale entreprises par l'Union européenne et les États-Unis d'Amérique¹⁰.

La diplomatie algérienne a joué un rôle de premier plan dans les efforts internationaux et régionaux visant à résoudre la crise au Mali, comme mentionné ci-dessus. La proposition algérienne reposait sur une vision stratégique soigneusement établie pour trouver une solution à la crise dans le nord du Mali, loin des solutions militaires et des tendances interventionnistes brandies par de nombreux acteurs internationaux, à leur têtes la France et les États-Unis, car Aux yeux de nombreux observateurs, la diplomatie algérienne cherche à résoudre la crise au Mali en mettant l'accent sur une solution pacifique et un compromis interne sans intervention étrangère dans le nord du Mali, d'autant plus que la région du Sahel est connue pour être un espace de compétition stratégique mondiale, notamment entre la France et les États-Unis. L'Algérie a déjà refusé d'héberger le commandement militaire américain en Afrique (AFRICOM), elle a même cherchée à persuader d'autres pays africains de ne pas l'abriter. D'où l'importance de la coordination en matière de sécurité locale, uniquement entre les États concernés, c'est ça que l'Algérie a tenté de faire afin d'éviter toute présence étrangère de quelque nature que ce soit dans une zone très sensible pour l'Algérie, puisque elle croit fermement que l'intervention étrangère va élargir la menace sécuritaire et exacerber la crise, alors que des groupes djihadistes radicaux l'utiliserons comme prétexte pour conférer une légitimité à leurs actions et attirer vers la région des djihadistes de partout dans le monde. La particularité de l'Algérie réside donc dans la lutte menée contre le terrorisme à l'intérieur et sa conviction inébranlable que l'intervention étrangère alimente les crises et ne peut être la solution¹¹.

C'est pour cette raison, que l'initiative algérienne a été régie par le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des Etats. Depuis des années, l'Algérie veille à ce que sa médiation diplomatique soit soumise au principe du respect de l'intégrité territoriale des pays voisins et de trouver une solution en ayant recours à un dialogue direct avec toutes les parties. C'est la solution sur laquelle se concentre sa diplomatie pour juguler la menace au nord du Mali.

Malgré l'intensité des pressions exercées par les puissances internationales représentées par la France et les États-Unis, et par des forces africaines à l'instar de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO/ECOWAS), pour pousser l'Algérie vers une action militaire sur le territoire malien, soit sous prétexte d'éventuelles menaces qui pèseraient sur la sécurité algérienne, soit en chantant les louanges de l'expertise et l'expérience et l'expérience algériennes dans le domaine de la lutte contre le terrorisme ; cependant, le décideur algérien a traité la situation avec beaucoup de pragmatisme conjugué avec des facteurs de principe régissant la prise de décision de l'Algérie à l'égard de l'extérieure. Le décideur algérien était très préoccupé par toute action militaire au Mali, compte tenu de la domination du scénario du débordement de la menace extrémiste à l'intérieur de son territoire ; En outre, l'Algérie, à travers une potentielle intervention au Mali, s'engagerait peut être dans une crise et une spirale sécuritaire, ce qui est précisément l'objectif de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO/ECOWAS), qui, encouragé par ses alliés, notamment la France et le Maroc, favorise l'implication de l'Algérie dans le borbier malien. La guerre du Mali est une guerre au-delà des frontières algériennes ; il n'est pas possible que l'armée algérienne soit impliquée dans une guerre en dehors de ces frontières et dans une guerre alimentée par une lutte des volontés contre des groupes rebelles ayant des coreligionnaires en Algérie (les Touarègues). L'intervention de l'Algérie dans la lutte contre les Touarègues du Mali pourrait conduire à une insurrection des Touarègues d'Algérie au nom de la solidarité ethnique et tribale, ce qui plongera l'Algérie dans une spirale de guerre civile et une impasse sécuritaire et identitaire¹².

D'autre part, il convient de signaler les répercussions financières d'un tel conflit, car une intervention militaire algérienne au Mali affaiblirait le rôle de son armée, dont la mission première est de protéger les frontières de l'État, sans oublier que la guerre s'étendrait et durerait de nombreuses années parce que de telles guerres sont susceptibles d'attireraient de nouveaux acteurs, et cela aura comme conséquence d'épuiser la trésorerie algérienne. Depuis 2012, avec l'éruption des événements dans le nord du Mali, les efforts diplomatiques algériens se poursuivent sans relâche, afin de résoudre le problème dans ce pays en adoptant une approche constante qui favorisait une solution politique pacifique dans la résolution du conflit entre les autorités de Bamako et les factions armée des touarègues, au lieu d'une intervention militaire étrangère dans le pays pour éviter de donner une légitimité aux groupes terroristes opérant dans la région et de transformer cette dernière en une scène de guerre mondiale où les aspects de l'extrémisme et du crime organisé se chevauchent ; sans oublier les conséquences humanitaires et le flux de réfugiés à la frontière. En réalité, l'approche algérienne de la situation au Mali repose sur des principes politiques en termes de respect de l'intégrité territoriale de l'État malien et de la non-ingérence dans les affaires intérieures des États. Néanmoins, la diplomatie algérienne

fonde son approche de la situation au Mali sur d'importants enjeux sécuritaires dans la région du Sahel, notamment le dossier sensible des touarègues¹³.

On peut dire que les enjeux de la diplomatie algérienne envers une solution politique à la crise au Mali ont été difficiles à concrétiser, compte tenu de la force des acteurs soutenant l'option d'une intervention militaire. La machine diplomatique française a usé de tout son poids international pour favoriser une solution militaire, tout en s'assurant le silence de la communauté internationale¹⁴. En revanche, l'Algérie a poursuivi une stratégie de coordination et de coopération sécuritaire avec les pays impliqués dans la crise sous l'égide des États de la région, cherchant à parer à toute menace potentielle étant donné que l'idée d'une intervention militaire au Mali est devenue un fait accompli.

En ce qui concerne la crise libyenne, le rôle de la diplomatie algérienne s'est illustré par l'organisation de sessions de dialogue entre les belligérants libyens en vue de parvenir à un accord sérieux qui aiderait à surmonter la crise de la vacance du pouvoir et de légitimité dans l'État, car l'insécurité et les conflits internes qui en découlent, constituent une menace pour l'État algérien, compte tenu des trois fléaux dont souffrent ces frontières: l'immigration illégale, le trafic d'armes et les organisations terroristes armées.

4-La cadence avec lequel la politique étrangère algérienne surveille l'évolution de la crise libyenne

Les graves troubles sécuritaires qui ont secoué la Libye ont imposé à l'Algérie d'adopter une série de mesures de sécurité, visant principalement à prévenir la propagation de l'insécurité en Libye vers le territoire algérien ; voilà pourquoi des milliers de militaires ont été déployés le long de la frontière avec la Libye. En revanche, une initiative a été lancée pour résoudre la crise en Libye, fondée sur le principe d'un dialogue inclusif entre toutes les parties, visant à parvenir à un règlement qui contribuerait à mettre fin aux combats et à jeter les bases d'un processus de construction politique dans le pays¹⁵.

L'initiative algérienne pour résoudre la crise libyenne était basée sur un bilan et une riche expérience dans la contribution efficace à la résolution de nombreux conflits et crises en suspens. L'État algérien a profité de la présence de la plupart des parties au conflit libyen en Algérie pour créer un terrain d'entente qui satisferait tous les belligérants, conformément au principe de renonciation aux solutions militaires, et le rejet de toute ingérence extérieure dans les affaires de l'État, tout en saluant l'idée de la répartition du pouvoir plutôt que du partage du territoire libyen¹⁶.

Parallèlement, la déclaration du ministre des Affaires étrangères Ramtane Lamamra a été très claire sur l'approche adoptée par l'Algérie à l'égard de la crise libyenne, confirmant la volonté de l'Algérie de tout mettre en œuvre pour sortir la Libye de sa crise, tout en clarifiant le rôle particulier que l'Algérie tente de jouer, loin de s'immiscer dans les affaires intérieures de la Libye¹⁷.

L'attitude algérienne vis-à-vis de la crise libyenne s'est plutôt orientée vers la fin rapide des combats en Libye, endiguant ainsi la large prolifération de l'insécurité et les graves conséquences qu'elles pourraient avoir sur la sécurité intérieure algérienne. Cependant, le pragmatisme de la diplomatie algérienne a été interprété comme un soutien au régime libyen et un déni de la volonté de révolution populaire en Libye, qui reposait principalement sur l'éradication du pouvoir de Kadhafi.

Avec les développements sur la scène libyenne et l'intervention de nombreux acteurs régionaux et internationaux pour tenter d'imposer certains arrangements, la position algérienne est devenue, aux yeux de nombreux observateurs, faible et repliée sur elle-même, malgré la sensibilité des liens géographiques qui relient l'Algérie à la Libye ; ainsi que le désengagement de l'Algérie du rôle qui doit être le sien dans la région à laisser la porte grande ouverte au jeu des divergences et des intérêts entre les puissances internationales et régionales¹⁸.

Il suffit d'aborder l'intervention militaire de l'OTAN en Libye, c'est-à-dire dans la périphérie immédiate de l'Algérie pour évaluer la performance et le rôle de la politique étrangère algérienne ; puisqu'il est évident compte tenu de l'ampleur de la campagne militaire de l'OTAN menée par les États-Unis, que les grandes puissances s'engageaient à mettre en œuvre leurs plans stratégiques dans la région arabe. En effet, une simple comparaison entre les capacités militaires du régime libyen et l'envergure des forces de l'OTAN, appuyées par un groupe d'États occidentaux et arabes, démontre l'inadéquation entre l'objectif fixé et les moyens consacrés pour le réaliser. Par conséquent, les objectifs stratégiques des pays occidentaux ne peuvent être réduits à faire tomber un régime politique dont le poids et les capacités ne sont pas comparables à leurs forces¹⁹. Les attaques de l'OTAN contre la Libye se sont poursuivies pendant sept mois, avec des équipements lourds, sans égard pour le peuple libyen dont les missiles de l'OTAN lui ont fait oublier la tyrannie et l'injustice sous le régime de Kadhafi. Cependant, l'ampleur de la destruction et la stratégie des frappes militaires contre la Libye ont révélé sans aucun doute le plan occidental visant à répandre plus de chaos et d'instabilité en Libye et dans la région en général.

Une étude de l'Université de Harvard a démontré que les frappes aériennes de l'OTAN avaient un objectif plus large que celui d'éliminer le régime de Kadhafi, ce qui a rendu la guerre six fois plus longue qu'elle ne le serait sans intervention militaire. Le nombre de victimes a également doublé au moins sept fois, en plus des violations flagrantes des droits de l'homme et du recours disproportionné à la force sans distinction entre civils et militaires. Par conséquent, l'intervention de l'OTAN a prolongé la guerre pendant encore sept mois, tuant quelque 7000 personnes. L'objectif était donc non seulement d'affaiblir les forces du régime libyen, mais aussi de répandre le chaos et la destruction et de permettre à de nombreux groupes de se multiplier et de proliférer en leur fournissant des armes lourdes ; puisque de nombreuses factions d'opposition ont été armées, sans distinction aucune entre les groupes modérés représentant l'opposition et les extrémistes. Cela a donné lieu à une

terrible prolifération des armes en Libye dont une partie est tombées entre les mains des extrémistes, ce qui a engendré davantage de chaos et de combats²⁰.

Cette problématique nous renvoie à l'appréciation de la position de l'Algérie sur l'échelle du bon ou du mauvais choix, cela peut être réalisable à travers des indicateurs qui peuvent attirer l'attention du décideur en Algérie ; en commençant par l'ampleur des conséquences de la défaillance de l'État et de l'insécurité en Libye sur l'intérieur algérien ; mais ce qui est peut-être le plus important, c'est que l'OTAN a créé un précédent dans la région en envoyant des messages cryptés aux dirigeants algériens en réponse à leur refus absolu de suivre les arrangements internationaux prévus pour la Libye.

En réalité, tout ce qui se passe au niveau régional et au niveau des États voisins en particulier peut avoir un impact négatif ou positif sur la sécurité nationale; en conséquence, l'Algérie est prise au piège dans un environnement tendu, et il ne semble pas dans le court ou le moyen terme qu'il y ait des signes de stabilité dans les pays voisins, ce qui nécessite l'élaboration de toute une stratégie sécuritaire pour faire face à toute menace potentielle. Compte tenu de l'essor des contrats d'armement conclues par l'Algérie pendant les troubles qui ont éclaté le long de ses frontières, sans oublier les préparatifs militaires sur ces frontières, tous cela confirme l'obsession sécuritaire chez le décideur algérien et reflète la dimension sécuritaire dans les politique internes et externes de l'Algérie sans pour autant négliger la situation politique, la lutte entre le pouvoir et l'opposition, et leur impact sur la sécurité nationale algérienne.

L'Algérie a tenté d'exploiter davantage son expérience dans la lutte contre le terrorisme, et consolider les préjudices causés par ce phénomène à l'état et au peuple algérien pour les transposé dans la doctrine sécuritaire de ces service nationales afin d'améliorer leur efficacité et leur efficience, ainsi que codifier cette expérience en vue de la transférée et de l'absorbée mais aussi de tirer parti des leçons apprises; en parallèle avec la modernisation et le développement des capacités militaires et l'élaboration de programmes de planification stratégique au niveau du ministère de la Défense, ainsi que par d'autres institutions de sécurité, et l'intensification de la coopération sécuritaire avec les pays voisins, notamment avec la Tunisie avant et après les attaques terroristes qui ont frappé au cœur même l'État tunisien et son tourisme²¹.

Néanmoins, l'Algérie n'a pas été épargnée par les conséquences de l'embrasement de ses frontières, puisque des attaques ont affecté la profondeur stratégique et des installations pétrolières algériennes. La menace de sécurité à Tiguentourine en 2013, ainsi qu'une embuscade contre une patrouille militaire à Ain el defla en Algérie, ont été suivies par des campagnes militaires contre tous les bastions présumés des terroristes en plus d'une intensification des renforts de sécurité à la frontière algérienne avec la Libye et la Tunisie, en prévision d'une nouvelle

menace sécuritaire ou pour lutter contre le trafic d'armes en provenance des champs de bataille libyens vers l'Algérie.

On peut se maitre d'accord en principe sur la positivité et la rationalité de la thèse soutenu par la diplomatie algérienne à l'égard des événements relatives au Printemps arabe, notamment en ce qui concerne la crise libyenne ; car la logique de sécuriser l'intérieur sans avoir à s'impliquer davantage dans les questions extérieures peut être comprise par un crainte qu'il y ait des dérapages sécuritaires et que la détérioration de la situation sécuritaire se propage en Algérie. En conséquence, l'Algérie a opté pour des initiatives visant à mettre fin au conflit et aux combats en Libye; ainsi que de veiller à sécuriser la frontière et de mettre l'accent sur la mobilisation complète de ses forces armées pour parer à toute menace.

D'une part, l'attitude de la diplomatie algérienne à l'égard du Printemps arabe, notamment la situation libyenne, a été considéré par de nombreux milieux à l'intérieur et à l'étranger comme un soutien explicite apporté par l'Algérie aux régimes politiques traditionnels et populairement rejetés ; elle s'opposait ainsi à la volonté des peuples pour le changement et pour l'autodétermination, ce qui est en contradiction flagrante avec les principes de la politique étrangère algérienne fondée sur le soutien des peuples dans leur aspiration à l'autodétermination. D'autre part, l'attitude algérienne à l'égard de la crise libyenne semblait faible, et replié sur elle-même. Elle a même donné l'impression que l'Algérie était déficiente dans la formulation d'arrangements régionaux pouvant avoir un impact positif sur sa sphère d'influence régionale et donc sur ses intérêts. Une telle tendance va à l'encontre de la stature régionale ou même internationale de l'Algérie ; car elle se contenter simplement de réagir à ce qui se passait dans sa périphérie, a affecté l'image, la stature et le prestige de l'Algérie aux niveaux régional et international²².

Face à cette réalité, et compte tenu des constantes proclamées par l'Algérie en matière de politique étrangère, elle n'a eu d'autre choix pour faire face aux défis auxquelles elle était confrontée que d'organiser des réunions de sécurité au sein de la structure de l'Union du Maghreb Arabe au niveau des ministres de l'Intérieur. C'était la meilleure opportunité pour l'Algérie de surveiller les politiques antiterroristes dans les pays voisins dans un cadre multilatéral sans contredire le principe de non-ingérence. Cela a été réalisé grâce aux réunions tenues en Libye et à Alger afin d'élaborer un plan maghrébin de lutte contre le terrorisme, suite à l'émergence de signes d'une relative stabilité en Tunisie, en Égypte et en Libye²³.

C'est peut-être la raison pour laquelle on doit sérieusement s'interroger sur la pertinence de ces principes et de ces approches dans un environnement où les événements et les changements s'accroissent et durant lesquels la diplomatie algérienne semble souvent erratique, ce qui met en évidence l'ampleur de la crise politique qu'elle traverse ainsi que ses élites dirigeantes. Il n'y a pas mieux pour illustrer cette attitude de la diplomatie algérienne que l'exploitation faite par le Maroc de ce déclin de la présence diplomatique algérienne sur la scène africaine pour

combler cet absentéisme algérien en faveur des agendas marocains. Dès lors; la diplomatie marocaine a connu une activité notable. Cela a permis au Maroc au cours de cette période, de jouer un rôle distingué et efficace au niveau africain, en particulier pour obtenir un plus grand soutien sur la question du Sahara Occidental en faisant basculer les positions de nombreuses capitales africaines vers le soutien de la thèse marocaine aux dépens des propositions algériennes.

Il est à noter que la nouvelle direction en Algérie a clarifié ses intentions et ses perceptions quant au rétablissement du statut régional et au rôle influent de l'Algérie dans son voisinage en particulier. Les contours de cette nouvelle politique ont été mis en évidence lors des discours du président « Abdelmadjid Tebboune » ; mais elles se sont plus concrétisées avec les indicateurs de changements qui ont accompagnés les récents amendements constitutionnels, où un changement peut être observé dans l'approche de la politique étrangère algérienne, en particulier sur les nouveaux rôles que l'armée algérienne pourrait jouer, notamment après avoir donné le feu vert à son déploiement au-delà des frontières, ce qui reflète une flexibilité et une adaptation positif - du moins aux yeux de certains spécialistes- qui permettrons de faire face à certains défis qui nécessitent de prendre l'initiative, et mettra l'Algérie dans une posture d'action au lieu de celle de la réaction ; même si cette démarche est conditionner par le respect de la légitimité internationale et à restreindre ses missions limitées en les plaçant sous l'égide des Nations Unies et des forces de maintien de la paix, ou sous l'égide des organisations régionales telles que l'Union africaine, avec toutefois l'obligation d'avoir l'approbation du Parlement pour permettre aux forces armées de jouer ces missions. C'est néanmoins un pas qui s'inscrit dans la voie de l'adaptation aux changements de l'environnement régional, mais en même temps il ne suffit pas pour restaurer le rôle d'influence et la position équilibrée qui correspond aux ambitions d'un Etat qui a la taille et le potentiel de l'Algérie, surtout si elle maintient son approche politique et sa doctrine de sécurité, qui s'accroche au respect de la souveraineté des États, et affirme son refus des solutions militaires comme options principale pour le règlement des conflits. Bien que ces principes soient positifs dans l'échelle des valeurs et de la morale, ils sont devenus un lourd fardeau qui limite les ambitions de l'Algérie à jouer un rôle de leadership dans la région, menace même la sécurité de son territoire, et en fait de l'Algérie juste une donnée parmi d'autres dans les plans et les agendas internationaux et régionaux, comme en témoignent les pressions subies dans la question du Sahara Occidental, à cause notamment des tentatives marocaine d'imposer un fait accompli sur l'Algérie en monnayant la reconnaissance de sa souveraineté sur le Sahara Occidental contre la normalisation de ses relations avec l'entité sioniste.

Conclusion :

A travers ce modeste article, nous avons tenté d'examiner une question très importante concernant le mode d'interaction de la politique algérienne en ce qui concerne les questions et les crises entourant son voisinage immédiat. La

problématique posée était de savoir dans quelle mesure l'Algérie est capable de suivre l'évolution des modes d'interaction au niveau de l'environnement international, sans parler de l'évolution rapide qui est devenu une caractéristique de sa sphère d'influence géographique, compte tenu de la volatilité de cette sphère, qui est tombée à la merci des conflits aigus et du jeu des intérêts et des désaccords internationaux et régionaux. Compte tenu des données susmentionnées, les positions de l'Algérie en matière de politique étrangère étaient fondées sur l'équilibre entre la pertinence et l'efficacité ; c'est pourquoi l'accent a été mis sur la nécessité de modifier l'attitude extérieure de l'Algérie en parallèle avec ce qui correspond au maintien de sa sécurité intérieure, sans oublier que les principes de la doctrine politico-sécuritaire algérienne ont été critiqués, vu qu'il ont contribué à la neutralisation du rôle attendu d'un pays comme l'Algérie ; notamment, en ce qui concerne les problèmes et les crises entourant ses frontières ; en conséquence la politique étrangère algérienne est incapable de faire face à l'escalade des conflits et à leurs répercussions, qui ont eu un impact sur sa profondeur stratégique. Voilà pourquoi on peut dire que les principes de la doctrine politique algérienne se caractérisent par beaucoup de sagesse et de rationalité, notamment en ce qui concerne le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des États, ce qui contribue à préserver la souveraineté et l'unité des États. Cependant, le point de vue pragmatique et les exigences d'un leadership régional exigent une adaptation à tous les développements et une préparation à tous les scénarios possibles ; et par conséquent, il y a lieu de revoir l'étendue et la portée de ces principes en raison de leur pertinence pour la préservation de la sécurité intérieure de l'Algérie, sans pour autant être incompatible avec les impératifs qu'il faut réunir pour acquérir une stature régionale influente ainsi que la nécessité de jouer des rôles plus importants dans sa zone d'influence géographique. Les tentatives d'adaptation positive à travers les perceptions de la nouvelle direction en Algérie, qui a pris l'initiative de restaurer le rôle de l'Algérie tant sur le plan diplomatique que militaire, à travers des efforts diplomatiques concernant les initiatives visant à résoudre la crise libyenne ainsi que la conviction faite par de nombreux acteurs influents de l'importance de la coordination avec l'Algérie pour parvenir à un règlement pacifique, Cependant, les récents développements dans la question du Sahara Occidental et le positionnement de l'entité sioniste non loin de frontière algérienne remettent en question la faisabilité de la ligne politique de l'Algérie et si cette ligne suffirait à rétablir la stature régionale de l'Algérie ou du moins garantir la sécurité de ses frontières.

Références bibliographiques:

- ¹ عبد النور بن عنتر، عقيدة الجزائر الأمنية: ضغوطات البيئة الإقليمية ومقتضيات المصالح الأمنية، مركز الجزيرة للدراسات، على الرابط: <https://bit.ly/30Gtljx>، نشر بتاريخ: 2018/05/02، تاريخ التصفح: 2020/10/13.
- ² MORIN, J. F, la politique étrangère. théories, méthodes et références, paris: Armand colin,. 2013, P25.
- ³ عبد النور بن عنتر، مرجع سبق ذكره.
- ⁴ سليم العايب، الدبلوماسية الجزائرية في إطار منظمة الاتحاد الإفريقي، مذكرة لنيل شهادة الماجستير علوم سياسية، جامعة باتنة، 2010-2011، ص ص 28-34.
- ⁵ عبد النور بن عنتر، مرجع سبق ذكره.
- ⁶ Fahd Iraqi, De la Libye au Mali, la bataille diplomatique entre l'Algérie et le Maroc s'intensifie, Le jeune Afrique, sur : <https://bit.ly/2RdcmcF>, Le: 29/10/2020, consulter : 14/01/2021.
- ⁷ عبد النور بن عنتر، مرجع سبق ذكره.
- ⁸ Fahd Iraqi, op.cit.
- ⁹ عبد النور بن عنتر، مرجع سبق ذكره.
- ¹⁰ Crisis Group, Mali : derrière chance a Alger, Policy Briefing, Dakar/Bruxelles, N10, 18 November 2014.p 03.
- ¹¹ Goui Bouhania, Is the Algerian Military mightier than the law? Policy Alternatives, arabe réforme initiative, July 2015.p.05.
- ¹² Salim Chena, L'Algérie et son Sud Quels enjeux sécuritaires? Note de L'ifri Programme Moyen-Orient et Méditerranée (MOM), Bruxelles, Novembre 2013, p03.
- ¹³ Ibid.p 04.
- ¹⁴ Adam Bernard, Mali de l'intervention militaire française à la reconstruction de l'Etat, Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité, 2013, P16.
- ¹⁵ Frederic Bobin, Le reveil diplomatique de L'Algérie sur le dossier de la guerre en libye, journal le monde, 17/01/2020. P05.
- ¹⁶ Bensaad Ali, L'Algérie, un acteur par défaut dans la crise Libyenne, Middle East Eye, sur : <https://bit.ly/32YbhHZ>, 26/02/2020, consulter : 14/11/2020.
- ¹⁷ Ibid.
- ¹⁸ Tounkara Georges Ibrahim , La Diplomatie Algérienne a la manœuvre en liby, DW académie. Consulté le octobre 17, 2020, sur <https://dw.com/p/3x6ir>.(2020, janvier 31)
- ¹⁹ Benchiba, L, Les Pannes de la Diplomatie Algérienne, Idées Politiques, hiver, 2012, p64.
- ²⁰ يوسف الصواني، ليبيا: الثورة و تحديات بناء الدولة، بيروت، مركز دراسات الوحدة العربية، 2013، ص 17.
- ²¹ Boulter, E. Global Risk insights. Know your World., sur <https://globalriskinsights.com/xmlrpc.php>, 10August 2017, Consulté le octobre 2020.
- ²² رايح زغوني، أزمة السياسة الخارجية الجزائرية بين ميراث المبادئ و حسابات المصالح دراسة حالة الربيع العربي، مجلة سياسات عربية، عدد 23، نوفمبر 2016، ص 92.
- ²³ المرجع نفسه، ص 92.